LICENCE EN DROIT ÉCONOMIE GESTION

MENTION DROIT

1^{er} NIVEAU

SESSION 1 - SEMESTRE 2

GROUPE DE COURS N° 1

DROIT CIVIL

3h

Mme BRUGGEMAN

VENDREDI 5 MAI 2017

8h30 – 11h30

Droit des personnes – droit de la famille**Etude d'arrêt :****Suivez les consignes figurant en page 2****Cour de cassation chambre civile 1****Audience publique du 9 novembre 2016****N° de pourvoi: 15-27968**

Non publié au bulletin

Cassation

Attendu, selon l'arrêt attaqué, qu'un jugement a prononcé le divorce de M. X... et Mme Y...;

Sur le premier moyen :

Vu l'article 242 du code civil ;

Attendu que l'introduction de la demande en divorce ne confère pas aux époux, encore dans les liens du mariage, une immunité faisant perdre leurs effets normaux aux torts invoqués ;

Attendu que, pour prononcer le divorce aux torts exclusifs de Mme Y..., et rejeter sa demande reconventionnelle, l'arrêt retient qu'un manquement postérieur à la séparation ne peut pas constituer une violation des devoirs du mariage rendant intolérable le maintien de la vie commune ;

Qu'en statuant ainsi, alors qu'il est possible d'invoquer, à l'appui d'une demande en divorce, des griefs postérieurs à l'ordonnance de non-conciliation, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

Et sur le second moyen :

Vu les articles 270 et 271 du code civil ;

Attendu que, pour limiter le montant de la prestation compensatoire due par M. X... à la somme de 80 000 euros, l'arrêt retient que ce dernier a développé son activité au travers d'une vingtaine de sociétés dans lesquelles ses participations sont diverses et que, si le patrimoine immobilier de six d'entre elles est important, elles remboursent également des emprunts ;

Qu'en se déterminant ainsi, sans procéder à une évaluation au moins sommaire, de la valeur des participations détenues par M. X... dans ces sociétés, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision ;

PAR CES MOTIFS :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 29 septembre 2015, entre les parties, par la cour d'appel de Lyon ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Riom ;

Condamne M. X... aux dépens ;

I - Rédigez la **FICHE D'ARRÊT** de la décision ci-dessus reproduite.

II - Répondez aux **questions** suivantes dans l'ordre proposé :

- 1- Quelle est la procédure de divorce introduite en l'espèce ? Justifiez votre réponse
- 2- Décrivez le déroulement d'une procédure de divorce contentieux. Indiquez en particulier ce qu'est une ordonnance de non conciliation et à quel moment de la procédure elle intervient.
- 3- À quelle date le divorce produit-il ses effets entre les époux ? A quelle date les devoirs du mariage cessent-ils de s'imposer aux époux ? Appliquez vos réponses au cas de M. X et Mme Y.
- 4- Définissez la prestation compensatoire.
- 5- Expliquez les règles édictées aux articles 270 et 271 du Code civil.
- 6- Expliquez pourquoi le fait que les juges du fond n'aient pas évalué les participations détenues par M. X. constitue une violation des articles 270 et 271 du Code civil. La Cour d'appel de Riom accordera-t-elle nécessairement une prestation compensatoire d'un montant supérieur à 80 000 euros ? Justifiez votre réponse.

III- Proposez un **plan** de commentaire de l'arrêt (*deux parties et deux sous-parties*)

N.B. : seul le Code civil est autorisé